TTL. L.4809/2.

- 1 -
29 JUIL 1955
Transmis à M. Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 16 juin 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant approbation de modifications aux statuts de la société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (Sabena) approuvés par la loi du 6 avril 1949",

et le 21 juin 1955 sur un amendement à ce projet,

a donné le 23 juin 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e Juni 1955 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van wijzigingen in de bij de wet van 6 April 1949 goedgekeurde statuten van de Belgische naamloze vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (Sabena)",

en de 21e Juni 1955 over een amendement op dit ontwerp,

heeft de 23e Juni 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet tend essentiellement à permettre à la Sabena d'augmenter son capital et de modifier ses statuts.

Parmi les modifications statutaires prévues, figure l'engagement de l'Etat de supporter la charge d'une part des intérêts des emprunts que la Sabena émettra pour l'achat de matériel volant.

L'autorisation ou l'approbation des Chambres législatives est, en effet, requise pour la modification des dispositions d'ordre financier ou légal des statuts, par l'article 31 de ces statuts.

Les statuts actuellement en vigueur de la Sabena sont annexés à la loi du 6 avril 1949.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose de donner au projet un intitulé identique à celui de la loi du 6 avril 1949 et de le rédiger comme suit :

"PROJET DE LOI AUTORISANT LA SOCIETE ANONYME BELGE D'EXPLOITATION DE LA NAVIGATION AERIENNE (SABENA) A AUGMENTER SON CAPITAL ET A MODIFIER SES STATUTS".

\+

\+ \+

.../...

L'article 1er du projet devrait être libellé comme indiqué ci-après :

"Article 1er.-

La Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (SABENA) est autorisée à apporter à ses statuts les modifications énoncées dans le texte ci-annexé".

\+

\+ \+

Le second alinéa de l'article 6 établit au profit de l'Etat, un privilège sur le matériel volant acquis au moyen du produit des emprunts garantis par l'Etat.

L'article 10 des statuts annexés à la loi du 6 avril 1949 prévoyait déjà un privilège. Toutefois, alors que ce privilège prenait rang après celui visé au 4° bis de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 qui constitue le titre XVIII du livre III du Code civil et était donc un privilège général sur les meubles, le projet dispose que le nouveau privilège de l'Etat prendra rang après celui visé au 3° de l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851. Il constituera donc un privilège spécial. Le projet n'ayant pas d'effet rétroactif, il en résultera que les créances éventuelles résultant de la garantie que l'Etat aura donnée aux emprunts émis avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, seront protégées par le privilège général prévu à l'article 10 des statuts actuels et que le privilège spécial établi par le projet de loi ne s'exercera que sur le matériel volant acquis au moyen du produit des emprunts contractés après son entrée en vigueur.

.../...

Le Conseil d'Etat déduit de la généralité des termes du deuxième alinéa de l'article 6 que tout le matériel volant de la Sabena acquis au moyen des emprunts qui seront contractés, sous la garantie de l'Etat, postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi, sera dans son ensemble affecté du privilège au profit de l'Etat, pour assurer le remboursement des sommes exposées éventuellement par celui-ci, en exécution de la garantie qu'il aura accordée aux emprunts.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, et si le privilège devait être limité, pour chaque emprunt, au matériel acquis au moyen de celui-ci, il y aurait lieu de préciser le texte de l'article 6 en faisant apparaître que les créances résultant de la garantie donnée par l'Etat à un emprunt ne seront privilégiées que sur le matériel volant acquis grâce au produit de cet emprunt.

\+

\+ \+

La disposition nouvelle insérée au littera c, de l'article 10 des statuts tend à faire supporter par l'Etat une part des intérêts de certains emprunts de la Sabena. Il résulte de l'exposé des motifs que cette intervention de l'Etat constitue une subvention destinée à aider l'industrie des transports aériens. En raison de sa nature et du fait qu'elle comporte un engagement important de la part de l'Etat, cette disposition ne devrait pas figurer uniquement dans les statuts de la Sabena mais devrait aussi faire l'objet d'un article de la loi.

.../...

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, d'insérer après l'article 6 du projet, un article nouveau rédigé comme suit :

"Article 7.-

L'Etat supporte la moitié de la charge des intérêts annuels afférents aux emprunts visés à l'article 6. L'intervention de l'Etat ne sera ni inférieure à 2 p.c., ni supérieure à 3 p.c. du montant nominal des emprunts.

Toutefois, le montant total des emprunts sur lequel l'intervention est calculée ne peut exoéder deux millards de francs belges".

\+

\+ +

La seconde phrase de l'article 8 du projet dispose que la loi du 29 juillet 1952 "continue à produire ses effets à l'égard des emprunts émis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi". Les emprunts émis par la Sabena n'étant pas régis uniquement par la loi du 29 juillet 1952 mais aussi par certaines dispositions des statuts, le Conseil d'Etat propose de rédiger cette phrase comme suit :

"Toutefois, les emprunts émis par la Sabena avant l'entrée en vigueur de la présente loi, demeurant soumis aux dispositions légales et statutaires en vigueur au moment de leur émission".

\+

\+ +

.../...

Le texte destiné à être inséré à l'article 7 des statuts déclare que cent mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces et entièrement libérées par l'Etat belge et que cent mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces et entièrement libérées par le Congo belge. Or, il résulte de l'exposé des motifs que l'Etat et la Colonie n'ont pas l'intention de libérer leurs actions nouvelles par des apports en espèces, mais de les libérer par l'apport de créances.

Il conviendrait donc de modifier le texte de l'article 7 des statuts et de le mettre en concordance avec les intentions de l'Etat et de la Colonie, telles qu'elles se dégagent de l'exposé des motifs.

\+

\+ \+

Au littera b du texte destiné à remplacer l'article 10 des statuts, il conviendrait de substituer aux termes "de l'avis conforme du Ministre des Finances..." et "... de l'avis conforme des Ministres des Finances et des Colonies", les termes "... de l'accord du Ministre des Finances" et "... de l'accord du Ministre des Finances et du Ministre des Colonies", mieux appropriés à l'intention.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose de rédiger les deux premiers alinéas du littera c du texte destiné à remplacer l'article 10 des statuts, dans les mêmes termes que l'article dont il propose l'insertion dans la loi, c'est-à-dire de la façon suivante :

.../...

"c) l'Etat supporte la moitié de la charge des intérêts annuels afférents aux emprunts visés au littera a du présent article. L'intervention de l'Etat ne sera ni inférieure à 2 p.c., ni supérieure à 3 p.c. du montant nominal des emprunts.

Toutefois, le montant total des emprunts sur lequel l'intervention est calculée ne peut excéder deux milliards de francs belges".

Quant au troisième alinéa, il devrait être omis. Il n'est, en effet, d'aucune utilité de prévoir dans les statuts de la Sabena le budget auquel seront portés les crédits nécessaires à l'accomplissement des engagements que l'Etat prend vis-à-vis de cette société.

Het ontwerp strekt er in hoofdzaak toe, de Belgische Naamloze Vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (Sabena) te machtigen haar kapitaal te verhogen en haar statuten te wijzigen.

Een der in het vooruitzicht gestelde wijzigingen aan het statuut is de verbintenis van Staatswege, een gedeelte van de interesten van de door de Sabena voor aankoop van vliegend materieel uit te geven leningen te dragen.

Artikel 31 van genoemde statuten schrijft immers voor, dat machtiging of goedkeuring door de Wetgevende Kamers vereist is, om daarin bepalingen van financiële of wettelijke aard te wijzigen.

De thans geldende statuten van de Sabena zijn gevoegd bij de wet van 6 April 1949.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, het ontwerp hetzelfde opschrift te geven als de wet van 6 April 1949, als volgt :

"ONTWERP VAN WET WAARBIJ DE BELGISCHE NAAMLOZE VENNOOTSCHAP TOT EXPLOITATIE VAN HET LUCHTVERKEER (SABENA) ER TOE GEMACHTIGD WORDT HAAR KAPITAAL TE VERHOGEN EN HAAR STATUTEN TE WIJZIGEN".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 1 van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De Belgische Naamloze Vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (Sabena) is gemachtigd aan haar statuten de in de hierbijgevoegde tekst opgenomen wijzigingen te brengen".

\+

\+ \+

Het tweede lid van artikel 6 stelt ten gunste van de Staat een voorrecht in op het vliegend materieel dat met de opbrengst van de door de Staat gewaarborgde leningen is aangekocht. Een voorrecht was reeds door artikel 10 van de bij de wet van 6 April 1949 gevoegde statuten ingesteld. Terwijl dit voorrecht echter rang innam na het voorrecht omschreven onder 4° bis van artikel 19 van de wet van 16 December 1851 die titel XVIII van boek III van het Burgerlijk Wetboek uitmaakt en dus een algemeen voorrecht op roerende goederen was, bepaalt het ontwerp dat het nieuwe voorrecht van de Staat rang zal innemen na het voorrecht omschreven onder 3° van artikel 20 van de wet van 16 December 1851. Het zal derhalve een bijzonder voorrecht zijn. Daar het ontwerp niet terugwerkt, zullen de eventuele schuldvorderingen, ontstaan uit de waarborgen welke de Staat aan de vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet uitgeschreven leningen zal hebben gehecht, beschermd zijn door het algemeen voorrecht, omschreven in artikel 10 van de huidige statuten en zal het door het ontwerp van wet gestelde bijzonder voorrecht

.../...

enkel gelden voor het vliegend materieel, aangekocht met de opbrengst van de na de inwerkingtreding der wet aangegane leningen.

Op grond van de algemeenheid der in het tweede lid van artikel 6 gebruikte termen meent de Raad van State te mogen aannemen, dat op het geheel van het vliegend materieel van de Sabena, aangekocht met de opbrengst van de leningen die na de inwerkingtreding van de wet onder Staatswaarborg zullen worden aangegaan, het voorrecht ten gunste van de Staat zal rusten, om de terugbetaling te verzekeren van de bedragen, door de Staat eventueel uitgegeven ter uitvoering van de waarborg welke hij aan de leningen zal verleend hebben.

Indien zulks niet de bedoeling van de Regering mocht zijn en indien het voorrecht voor elke lening beperkt moet blijven tot het materieel dat met behulp daarvan is aangekocht, zou de tekst van artikel 6 duidelijk tot uiting moeten brengen dat aan de schuldvorderingen ontstaan uit de waarborg welke de Staat aan een lening heeft gehecht, alleen een voorrecht zal verbonden zijn ten aanzien van het vliegend materieel dat dank zij de opbrengst van deze lening werd aangekocht.

\+

\+ \+

De nieuwe bepaling die onder c van artikel 10 van de statuten wordt ingevoegd, wil een gedeelte van de interesten van sommige leningen van de Sabena door de Staat doen dragen. Uit de memorie van toelichting blijkt dat deze bijdrage van de Staat een toelage is om de industrie van het luchtvervoer te steunen. Gelet op de aard van deze bepaling en wegens de gewichtige verplichtingen welke zij voor de Staat medebrengt, zou zij niet alleen in de statuten van de Sabena moeten voorkomen maar tevens in een artikel van de wet moeten worden opgenomen.

De Raad van State stelt derhalve voor, na artikel 6 van het ontwerp een nieuw als volgt te lezen artikel in te voegen:

"Artikel 7.-

De Staat neemt de helft van de jaarlijkse interesten verbonden aan de in artikel 6 bedoelde leningen te zijnen laste. De bijdrage van de Staat mag noch minder dan 2 t.h., noch meer dan 3 t.h. van het nominaal bedrag der leningen belopen.

Het totale bedrag der leningen waarop deze bijdrage is berekend, mag echter twee milliard Belgische frank niet overschrijden".

\+

\+ \+

De tweede volzin van artikel 8 van het ontwerp bepaalt, dat de wet van 29 Juli 1952 verdere uitwerking heeft ten aanzien van de leningen die vóór de inwerkingtreding van deze wet uitgegeven werden. Daar op de leningen van de Sabena niet alleen de wet van 29 Juli 1952 maar ook een aantal bepalingen van de statuten van toepassing zijn, stelt de Raad van State voor, deze volzin als volgt te lezen :

"De leningen, welke de Sabena vóór de inwerkingtreding van deze wet heeft uitgegeven, blijven onderworpen aan de op het tijdstip van uitgifte geldende wetsen statuutbepalingen".

\+

De tekst die in artikel 7 van de statuten moet worden ingevoegd, verklaart dat de Belgische Staat en Belgisch-Congo tegen betaling in geld elk voor honderdduizend volgestorte preferente aandelen hebben ingeschreven. Nu blijkt uit de memorie van toelichting dat de Staat en de Kolonie voornemens zijn hun nieuwe aandelen niet door inbreng van geld maar door inbreng van schuldvorderingen vrij te maken.

De tekst van artikel 7 van de statuten behoort derhalve in overeenstemming te worden gebracht met het voornemen van Staat en Kolonie, zoals dit in de memorie van toelichting is omschreven.

\+

\+ +

Onder b) van de tekst, welke artikel 10 van de statuten komt te vervangen, ware het raadzaam de uitdrukkingen "op eensluidend advies van de Minister van Financiën" en "op eensluidend advies van de Ministers van Financiën en van Koloniën" te vervangen door meer dienstiger formules, namelijk : "met het goedvinden van de Minister van Financiën" en "met het goedvinden van de Minister van Financiën en van de Minister van Koloniën".

\+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt voor, de eerste twee leden van c) van de tekst ter vervanging van artikel 10 van de statuten in dezelfde bewoordingen te redigeren als het artikel dat hij voorstelt in de wet in te voegen, en wel zo :

" c) De Staat neemt de helft van de jaarlijkse interesten verbonden aan de in letter a) bedoelde leningen te zijnen laste. De bijdrage van de Staat mag noch minder dan 2 t.h., noch meer dan 3 t.h. van het nominaal bedrag der leningen belopen.

Het totale bedrag der leningen waarop deze bijdrage is berekend, mag echter twee milliard Belgische frank niet overschrijden".

Het derde lid dient te vervallen. Het heeft immers geen nut, in de standregelen van de Sabena te bepalen, op welke begroting de kredieten voor het nakomen van de door de Staat tegenover deze vennootschap aangegane verbintenissen zullen worden uitgetrokke

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

J.COYETTE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.